

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mars 2012 portant délégation de certaines compétences en matière d'organisation des élections communales, des élections des conseils de district, des élections du conseil de l'aide sociale et des élections provinciales au Ministre flamand chargé des affaires intérieures, article 9;

Considérant que les caractères doivent répondre à un degré minimal d'identifiabilité, qu'ils doivent pouvoir être tapés au clavier d'ordinateur pour permettre le traitement par le logiciel électoral, et que certains caractères ou une certaine succession de caractères doivent être évités parce qu'ils sont susceptibles de perturber le fonctionnement du logiciel électoral,

Arrête :

Article 1^{er}. Les caractères autorisés pour la formation d'un nom de liste sont énumérés de manière limitative à l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Dans un nom de liste, un espace ne peut être suivi d'un autre espace.

Bruxelles, le 6 juin 2012.

Le Ministre flamand de la Gouvernance publique, de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

Annexe

Liste des caractères autorisés pour la formation d'un nom de liste, tels que visés à l'article 1^{er}

!	<	0	A	Q	a	q	â	í	ê
#	>	1	B	R	b	r	ä	ï	ë
%	?	2	C	S	c	s	à	î	è
&	@	3	D	T	d	t	á	Í	é
'	§	4	E	U	e	u	Â	Ï	Ê
(	_	5	F	V	f	v	Ä	Î	Ë
)	[	6	G	W	g	w	À		È
*	]	7	H	X	h	x	Á	ô	É
+	{	8	I	Y	i	y		ö	
,	}	9	J	Z	j	z		ó	û
-	|	|	K		k			Ô	ú
.	\	'	L		l			Ó	ü
/	[SPACE]	`	M		m	§		Ö	Û
:		..	N		n	£			Ú
;		^	O		o	€	²	ç	Ü
=		~	P		p	µ	³	Ç	ù

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 juin 2012 fixant les caractères autorisés des noms de liste pour les élections locales et provinciales.

Bruxelles, le 6 juin 2012.

Le Ministre flamand de la Gouvernance publique, de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1726

[2012/203159]

3 MAI 2012. — Décret relatif à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire ordinaires, notamment en matière de taille des classes

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans l'article 3, § 3, alinéa 7, 10°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, tel que modifié en dernier lieu par l'article 17 du décret du 15 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le point *a)*, le dernier tiret est remplacé par :

« - de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité, qui bénéficieront de 0 % d'augmentation »;

2° Dans le point *b*), le dernier tiret est remplacé par :

« - de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité, qui bénéficieront de 0 % d'augmentation. »

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 2. Dans l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2011, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« En fonction du nombre d'établissements nécessaires visés à l'alinéa précédent, le Gouvernement sollicite, par zone ou partie de zone, l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire sur les candidatures qui lui sont parvenues pour la création de nouveaux établissements.

Pour l'application de l'alinéa 3, le Conseil rend son avis dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement. »

Art. 3. L'article 15*bis* du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel qu'inséré par l'article 18 du décret du 15 décembre 2010, est abrogé.

Art. 4. L'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2009, est remplacé par la disposition suivante :

« Les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré vers les autres degrés sont interdits.

Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné, incluant l'avis favorable des organes de concertation tels que prévus au § 2, alinéa 3, peut autoriser un transfert de périodes-professeurs de 5 % maximum pour autant que les trois conditions suivantes soient rencontrées :

- a) les maxima par classe au 1^{er} degré sont respectés;
- b) la remédiation est organisée au profit des élèves du 1^{er} degré, notamment au travers de l'année complémentaire pour les écoles concernées, conformément aux dispositions du présent décret;
- c) ce transfert participe au respect des moyennes et/ou des maxima visés à l'article 23*bis*, § 1^{er}, dans un (des) autre(s) degré(s). »

Art. 5. L'article 23*bis* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 12 décembre 2008 et complété par le décret du 3 avril 2009 et par le décret du 18 mars 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Article 23*bis*. § 1^{er}. Dans l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et en tenant compte des conditions particulières fixées par l'article 13 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédits d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II pour le dédoublement des cours de religion et de morale non-confessionnelle, les normes régissant la taille des classes-ensemble d'élèves de l'enseignement secondaire d'un même groupe-classe ou du regroupement de deux ou plusieurs groupes classe placés sous la direction d'un enseignant en conformité avec les grilles-horaire légales -sont les suivantes :

- a) au premier degré commun, aucune classe ne peut compter plus de 24 élèves;
- b) en 1^{re} année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 15 élèves;
- c) en 2^e année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 18 élèves;
- d) au deuxième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 26 élèves avec un maximum de 29 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves;
- e) au troisième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 29 élèves avec un maximum de 32 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves;
- f) au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique de transition, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 26 élèves avec un maximum de 29 élèves y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves;
- g) au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique de qualification, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 25 élèves avec un maximum de 28 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne, avec un maximum de 19 élèves pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé prévu par l'arrêté du 31 août 1992; le nombre de 10 en moyenne, avec un maximum de 12 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;
- h) au deuxième degré de l'enseignement professionnel, les classes, et notamment, les classes de cours généraux ne pourront compter en moyenne plus de 19 élèves en moyenne, avec un maximum de 22 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne avec un maximum de 19 pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 en moyenne, avec un maximum de 12 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;

i) au troisième degré de l'enseignement professionnel, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 22 élèves avec un maximum de 25 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne avec un maximum de 19 pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 en moyenne avec un maximum de 12 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige.

Sur avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, qui se fonde notamment sur une proposition du Service d'Inspection, le Gouvernement arrête une liste des options de base groupées dans lesquelles les cours de pratique professionnelle engendrent un risque tel que la sécurité exige qu'un enseignant ait un nombre limité d'élèves sous sa surveillance.

§ 2. Dans les situations visées à l'alinéa 2 du présent paragraphe et pour autant qu'aucune option de base simple ou groupée du degré et de la forme concernés ne soit sous la norme de maintien au 15 janvier de l'année scolaire précédente, est autorisé, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande, un dépassement du nombre d'élèves maximal fixé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *d)* à *i)* à concurrence de :

- un élève lorsque le maximum fixé est inférieur à 15;
- deux élèves lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15.

Les dépassements visés à l'alinéa 1^{er} sont autorisés dans les situations suivantes :

a) en formation commune, dans un cours qui n'est organisé qu'en un ou deux groupes au niveau de l'année concernée; font partie de la formation commune les cours qui ne font pas partie des options de base simples ou groupées;

b) dans un ou des cours d'une option de base simple ou groupée qui n'est organisée qu'en un seul groupe au niveau de l'année concernée;

c) dans un ou des cours d'une option de base groupée lorsque l'établissement organise au 1^{er} octobre, dans le degré et la forme concernée, au moins, soit :

- une option du secteur Industrie;
- une option du secteur Bois-Construction;
- une option dont la création, le maintien ou le regroupement est soutenue sous forme d'octroi de périodes par l'instance sous-régionale de pilotage inter-réseaux (en abrégé : IPIEQ) créée par le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial.

Les dépassements visés à l'alinéa 1^{er} ne valent que pour un groupe-classe par année d'études.

Pour le 15 octobre au plus tard, le chef d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, informe, selon le cas, le comité de concertation de base, la commission paritaire locale, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, des dépassements organisés en application du présent paragraphe, afin de leur permettre de vérifier la conformité des situations et conditions avec celles précisées dans le présent paragraphe.

En cas de contestation, l'instance susvisée concernée peut introduire un recours auprès du Gouvernement qui vérifiera que les situations et conditions précisées au présent paragraphe sont ou non rencontrées. Le recours n'est pas suspensif.

§ 3. Dans les situations visées à l'alinéa 3 du présent paragraphe et pour autant qu'au maximum une option de base simple ou groupée du degré et de la forme concernés était sous la norme de maintien au 15 janvier de l'année scolaire précédente, peut être autorisé un dépassement du nombre d'élèves maximal fixé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *d)* à *i)*, à concurrence de :

- deux lorsque le maximum fixé est inférieur à 15;
- trois lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15.

Ces dépassements peuvent être autorisés par le Gouvernement sur base d'une demande introduite au plus tard le 30 octobre par le chef d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, incluant notamment un relevé du nombre d'élèves par classe et l'avis favorable du comité de concertation de base, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Les dépassements visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être autorisés dans chacune des situations ci-dessous :

a) la spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un (des) cours de la formation non-optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé;

b) la spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options de base simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un (des) cours de la formation optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé;

c) les locaux, installations et équipements disponibles ne permettent pas une autre organisation, en ce compris pour l'éducation physique;

d) dans l'enseignement technique de qualification ou dans l'enseignement professionnel, l'organisation de la formation commune dans le respect des maxima obligerait à mettre ensemble des élèves provenant d'options appartenant à des secteurs différents.

Le défaut de réponse du Gouvernement, dans le délai fixé à vingt jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande, est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés.

§ 4. A partir de l'année scolaire 2010-2011, la dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) est accordée automatiquement aux établissements scolaires, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande dans les cas suivants :

1° pour permettre, dans le cadre de l'application de l'article 79/23, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, de dépasser le nombre de places déclaré;

2° lorsque le nombre d'élèves inscrits en 1^{ère} année commune de l'enseignement secondaire dépasse effectivement le nombre d'élèves déclarés en application de l'article 79/5 du même décret.

§ 5. 1.471 périodes complémentaires sont affectées à l'enseignement secondaire et peuvent être octroyées aux établissements qui en formulent la demande afin de respecter les maxima prévus au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La demande visée à l'alinéa précédent est introduite par le chef d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, par voie électronique auprès des Services du Gouvernement, au plus tard le deuxième jour ouvrable après le 30 septembre. La demande motivée introduite par l'établissement est accompagnée des renseignements complets sur les périodes dont il dispose et ce quelle qu'en soit l'origine, y compris l'apport de périodes par les IPIEQ et les périodes obtenues pour l'encadrement différencié.

L'octroi de périodes complémentaires est réservé aux implantations respectant le nombre d'élèves maximal prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour l'organisation de dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien aux apprentissages qui, sans ces périodes, ne pourraient être organisés parce que les établissements ont dû puiser dans leur nombre total de périodes professeurs (en abrégé : NTPP) pour respecter les moyennes et maxima prévus au § 1^{er}.

Les demandes sont analysées selon la procédure suivante :

a) les périodes complémentaires sont d'abord attribuées par zone et par caractère en fonction des populations par zone et par caractère de l'enseignement secondaire ordinaire;

b) les demandes sont traitées pour l'enseignement organisé par la Communauté française par les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, par les commissions zonales de gestion des emplois compétente pour l'enseignement secondaire visées au Chapitre II du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; ces commissions examinent les demandes avant le 10 octobre et les classent par ordre de priorité en fonction de critères de pertinence et d'efficacité pédagogique; si la commission le souhaite, le fait pour un établissement de bénéficier de l'encadrement différencié prévu par le décret du 30 avril 2009 peut faire partie des critères de sélection des projets;

c) dans l'hypothèse où le nombre de périodes nécessaires pour satisfaire les demandes retenues excède le total disponible, la commission visée au b) peut fixer un maximum par établissement;

d) la commission visée au point b) transmet sa proposition quant à l'attribution des périodes complémentaires au Gouvernement qui prend décision de telle manière que les périodes soient disponibles dans les établissements à partir du 15 octobre.

§ 6. Par dérogation aux §§ 1^{er}, 2 et 3, pour l'année scolaire 2012 -2013, les normes régissant la taille des classes-ensemble d'élèves de l'enseignement secondaire d'un même groupe-classe ou du regroupement de deux ou plusieurs groupes classe placés sous la direction d'un enseignant en conformité avec les grilles-horaire légales -sont les suivantes pour les 4^e, 6^e et 7^e années :

a) au deuxième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 27 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves;

b) au troisième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 30 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves;

c) au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 27 élèves y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé prévu par l'arrêté du 31 août 1992; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;

d) au deuxième degré de l'enseignement professionnel, les classes, et notamment, les classes de cours généraux ne pourront compter en moyenne plus de 20 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;

e) au troisième degré de l'enseignement professionnel, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 24 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige.

Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné, incluant notamment un relevé du nombre d'élèves par classe ainsi que l'avis favorable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord, peut déroger aux limites définies dans le présent article.

Le défaut de réponse du Gouvernement dans le délai fixé à vingt jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés.

§ 7. Chaque année et pour la première fois au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2014-2015, le Gouvernement procède à l'évaluation et à la vérification de la mise en œuvre des dispositions régissant la taille des classes.

Pour permettre cette évaluation et cette vérification, chaque établissement informera annuellement les Services du Gouvernement pour le 30 novembre au plus tard des dépassements activés sur la base des §§ 2 et 3.

Tous les deux ans à partir de l'année scolaire 2013-2014, les Services du Gouvernement font rapport au Gouvernement, pour le 31 mars au plus tard, du nombre et des motifs des dépassements ou dérogations utilisées dans le cadre des §§ 2 et 3.

*CHAPITRE III. — Modifications du décret du 13 juillet 1998
portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 6. L'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que modifié, est complété par un 32° libellé comme suit :

« 32° Groupe-classe : groupe d'élèves réunis pour suivre ensemble un cours ou un ensemble de cours avec un enseignant; dans le cas où deux enseignants ou plus prennent en charge un groupe-classe, le nombre d'élèves dont il faut tenir compte est divisé par le nombre d'enseignants. »

Art. 7. Dans le même décret, est inséré un article *2bis* libellé comme suit :

« Article *2bis*. Le Gouvernement procède, au minimum tous les trois ans et pour la première fois pendant l'année 2012, à une analyse des données disponibles concernant la démographie afin d'évaluer, zone par zone, l'adéquation entre l'offre et la demande en matière de nombre de places par niveau et par année. Le Gouvernement est chargé de faire parvenir, dans les meilleurs délais, ladite analyse au Parlement.

Sur la base de cette analyse, le Gouvernement détermine la zone ou les parties de zones pour lesquelles l'offre en matière de nombre de places par niveau est inférieure à la demande. »

Art. 8. A l'article *3ter*, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 3 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, le décret du 4 mai 2005 et le décret du 2 juin 2006, est inséré un 1^o*bis* libellé comme suit :

« 1^o*bis*. 1,3 million d'euros supplémentaires, à partir du 1^{er} septembre 2012, afin de permettre l'engagement ou la désignation de maîtres de psychomotricité. »

Art. 9. L'article *29bis* du même décret, tel qu'inséré par l'article 19 du décret du 15 décembre 2010, est abrogé.

Art. 10. A l'article *31bis* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En tenant compte des conditions particulières fixées aux §§ 1^{er} et 4 et à l'article 33, § 3, alinéa 2, du présent décret, une partie des périodes complémentaires visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être utilisée en 3^e, 4^e, 5^e et 6^e primaires dans le cadre de l'application des dispositions prévues à l'article *31bis/1*, § 1^{er}.

De même lorsque les périodes complémentaires, visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne sont pas suffisantes pour respecter les dispositions prévues au § 1^{er}, il ne peut être utilisé en 1^{re} et 2^e primaires des périodes générées par les élèves des 3^e, 4^e, 5^e et 6^e primaires que pour autant que les dispositions prévues à l'article *31bis/1*, § 1^{er}, soient respectés et qu'il ne soit pas fait usage des dispositions prévues à l'article *31bis/1*, §§ 2 à 4.

Les dispositions prévues par le présent paragraphe font l'objet, lors de chaque rentrée scolaire, d'un avis favorable selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou d'une concertation au sein de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné. »

2° un § 4 libellé comme suit est ajouté :

« § 4. En tenant compte des conditions particulières fixées aux §§ 1^{er} à 3, le nombre maximum d'élèves en 1^{re} et 2^e primaires est de 24 par groupe-classe. »

Art. 11. Dans le même décret, est inséré un article *31bis/1* libellé comme suit :

« Article *31bis/1*. § 1^{er}. En tenant compte des conditions particulières fixées à l'article 27, pour les écoles ou implantations à comptage séparé comptant plus de 50 élèves au niveau primaire, le nombre de périodes nécessaires à l'encadrement, par groupe-classe, des 3^e, 4^e, 5^e et 6^e primaires, est déterminé au 1^{er} octobre en divisant la somme des élèves de 3^e, 4^e, 5^e et 6^e primaires, par implantation, par 24 et en multipliant ce résultat par 26.

En tenant compte des conditions particulières fixées à l'alinéa précédent, le nombre d'élèves en 3^e, 4^e, 5^e et 6^e primaires ne peut être supérieur à 28 par groupe-classe.

Dans les implantations sises dans les communes visées par l'application de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, telle que modifiée, le nombre d'élèves prévu par groupe-classe à l'alinéa précédent peut être augmenté d'une unité.

§ 2. Des dépassements aux nombres prévus à l'article 31bis, § 4, et au § 1^{er}, alinéa 2, du présent article sont autorisés sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande, dans les situations et conditions ci-dessous :

1° Dans les implantations situées dans les zones ou parties de zones déterminées en vertu de l'article 2bis du présent décret, pour lesquelles il est avéré que le nombre de classes ne peut être augmenté sans la création de nouvelles implantations ou établissements scolaires;

2° Dans les implantations qui ne peuvent être organisées autrement en fonction de la taille et/ou le nombre de locaux;

3° Dans le cas d'une augmentation de la population de l'implantation de plus de 10 % entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre, sans possibilité d'utiliser les dispositions prévues par les articles 27 et 37 et pour autant que ladite implantation n'ait pas fait l'objet d'une restructuration.

Lors de chaque rentrée scolaire, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, informe le comité de concertation de base dans l'enseignement de la Communauté française, la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et le conseil d'entreprise, ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection du travail, ou, à défaut, l'instance de concertation locale, ou, à défaut, la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné, des dépassements prévus afin de leur permettre de vérifier la conformité des situations et conditions avec celles précisées aux points 1° à 3° du présent paragraphe.

En cas de contestation, elles peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement qui vérifie si les situations et conditions sont ou non rencontrées. Le recours n'est pas suspensif.

Si, après vérification, les situations et conditions ne sont pas rencontrées, le Gouvernement en informe le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné. Ceux-ci sont alors tenus de mettre en œuvre, dans le mois qui suit, une organisation qui répond aux normes fixées.

§ 3. Dans le cas où le nombre de classes organisables sur la base du capital-périodes déterminé au 15 janvier ne permet pas de dédoubler un groupe-classe dont la taille est fonction de l'hétérogénéité du nombre d'élèves par classe d'âge, un dépassement est autorisé sans qu'il soit nécessaire d'en avoir fait la demande préalable, après avoir pris l'avis selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou avoir organisé la concertation au sein de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné.

§ 4. Hors les dépassements visés aux §§ 2 et 3, des dérogations aux nombres prévus à l'article 31bis, § 4, et au § 1^{er}, alinéa 2, du présent article sont accordées par le Gouvernement, sur la base d'un avis favorable selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné, dans les conditions et les situations suivantes :

1° En raison d'une organisation pédagogique particulière, en tenant compte des conditions particulières fixées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour autant qu'un minimum de 12 périodes permette de dédoubler tout ou partie de la classe dont le nombre d'élèves dépasse les nombres prévus au § 1^{er}, alinéa 2 et à l'article 31bis, § 4, de 2 élèves au plus;

2° En raison d'une organisation pédagogique particulière, en tenant compte des conditions particulières fixées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour autant qu'un minimum de 18 périodes permette de dédoubler tout ou partie de la classe dont le nombre d'élèves dépasse les nombres prévus au § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article 31bis, § 4, de 4 élèves au plus;

3° Dans le cas d'une situation locale non répertoriée sur la base de l'article 2bis du présent décret résultant notamment soit d'une évolution démographique touchant l'ensemble des implantations d'une commune ou de communes limitrophes, soit d'une fermeture d'implantation au 1^{er} septembre ou au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Ces dépassements sont autorisés par le Gouvernement, sur base d'une demande du chef d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et du Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, incluant notamment l'avis favorable selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

La demande de dérogation est introduite dans les trois jours ouvrables qui suivent le 1^{er} octobre auprès de l'Administration.

Les chefs d'établissement et les pouvoirs organisateurs sont informés pour le 15 octobre au plus tard de la décision du Gouvernement. Le défaut de réponse dans le délai fixé est assimilé à une décision favorable.

§ 5. Chaque année et pour la première fois au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2014-2015, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire procède à l'évaluation et à la vérification de la mise en œuvre des dispositions régissant la taille des classes.

Pour permettre cette évaluation et cette vérification, le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné informe pour le 30 novembre au plus tard les Services du Gouvernement des dépassements prévus aux § 2 et § 3 du présent article et de leurs motifs.

Tous les deux ans, pour le 31 mars au plus tard, les Services du Gouvernement font rapport au Gouvernement du nombre et des motifs des dépassements ou dérogations utilisées dans le cadre des §§ 2 à 4 du présent article. »

Art. 12. Dans le même décret, est inséré un article 31bis/2 libellé comme suit :

« Article 31bis/2. Un nombre global de 764 périodes est alloué aux implantations confrontées à la situation envisagée à l'article 31bis/1, § 2, 3°, afin de leur permettre de tendre vers les normes définies au § 1^{er}, alinéa 2, du même article.

Le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné peut introduire une demande de périodes complémentaires.

Ce nombre de périodes correspond à la différence entre le nombre d'élèves du 15 janvier et celui du 1^{er} octobre multiplié par 0,5 période, sans incidence sur l'application des articles 34 et 36.

La demande est introduite dans les trois jours ouvrables qui suivent le 1^{er} octobre auprès de l'Administration. Les demandes introduites sont classées selon le pourcentage que représente l'augmentation du nombre d'élève entre le 15 janvier et le 1^{er} octobre, de manière décroissante. Elles sont rencontrées dans cet ordre jusqu'à épuisement du nombre de périodes prévu au premier alinéa. Les chefs d'établissement et les pouvoirs organisateurs en sont informés pour le 10 octobre au plus tard. Les périodes octroyées sont disponibles dès le 15 octobre. »

Art. 13. L'article 42 du même décret, tel que complété par le décret du 17 juillet 2002 et modifié par le décret du 20 juillet 2005 et le décret du 13 janvier 2011, dont le texte actuel devient le § 1^{er}, est complété par un § 2 libellé comme suit :

« § 2. En fonction des résultats de l'analyse prévue à l'article 2bis, le Gouvernement peut désigner une ou plusieurs zones ou parties de zones d'enseignement où, par dérogation au § 1^{er}, l'encadrement est calculé entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre pour autant que les élèves de l'enseignement maternel pris en compte réunissent les conditions énoncées au § 1^{er}.

Quelle que soit la date de comptage prise en compte durant le mois de septembre, il sera procédé à un ajustement éventuel à la date du 1^{er} octobre. »

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012, à l'exception des articles 1^{er}, 3 et 9 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2011.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

Session 2011-2012.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 357-1. — Amendements de commission, n° 357-2. — Rapport, n° 357-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2012.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1726

[2012/203159]

3 MEI 2012. — Decreet betreffende het gewoon basisonderwijs en het gewoon secundair onderwijs inzonderheid inzake klassengrootte

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In artikel 3, § 3, zevende lid, 10°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals laatst gewijzigd bij artikel 17 van het decreet van 15 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Onder *a)* wordt het laatste streepje vervangen als volgt :

« - de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0 % zullen krijgen »;

2° Onder punt *b)* wordt het laatste streepje vervangen als volgt :

« -de klasse 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 die een verhoging van 0 % zullen krijgen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 2. In artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2011, worden het derde lid en het vierde lid vervangen als volgt :

« Op grond van het aantal noodzakelijke inrichtingen bedoeld in het vorige lid, vraagt de Regering, per zone of deel van zone, het advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs over de kandidaturen die haar toegezonden werden voor de oprichting van nieuwe inrichtingen.

Voor de toepassing van het derde lid brengt de Raad zijn advies uit binnen twee maanden te rekenen vanaf de datum van de aanvraag om advies die hem door de Regering wordt voorgelegd. »

Art. 3. Artikel 15*bis* van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals ingevoegd bij artikel 18 van het decreet van 15 december 2010, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 20, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2009, wordt vervangen als volgt :

« De overdrachten van lestijden-leerkracht toegewezen aan de eerste graad naar de andere graden zijn verboden.

Nochtans kan de Regering, op basis van een met redenen omklede aanvraag van de inrichtingshoofden in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs, met inbegrip van het gunstig advies van de overlegorganen, zoals bedoeld in § 2, derde lid, een overdracht van lestijden-leerkracht van hoogstens 5 % toelaten voor zover de drie volgende voorwaarden vervuld zijn :

- a) de maxima per klas in de eerste graad zijn nageleefd;
- b) de remediëring wordt georganiseerd voor de leerlingen van de eerste graad, inzonderheid door het aanvullend leerjaar voor de betrokken scholen, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
- c) met deze overdracht worden de gemiddelden en/of de maxima bedoeld in artikel 23*bis*, § 1, in een (van) de andere graad(en) nageleefd. »

Art. 5. Artikel 23*bis* van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 12 december 2008 en aangevuld met het decreet van 3 april 2009 en het decreet van 18 maart 2010, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 23*bis*, § 1. In het secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II voor de splitsing van de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, zijn de normen die de klassengrootte regelen - geheel van de leerlingen van het secundair onderwijs van eenzelfde klassengroep of groepering van twee of meer klassengroepen geplaatst onder de leiding van een leerkracht in overeenstemming met de wettelijke uurroosters, bepaald als volgt :

- a) in de eerste gemeenschappelijke graad mag geen enkele klasse meer dan 24 leerlingen tellen;
- b) in het eerste gedifferentieerde jaar mag geen enkele klasse meer dan 15 leerlingen tellen;
- c) in het tweede gedifferentieerde jaar mag geen enkele klasse meer dan 18 leerlingen tellen;
- d) in de tweede graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 26 leerlingen tellen met hoogstens 29 leerlingen; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen met hoogstens 19 leerlingen;
- e) in de derde graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 29 leerlingen tellen met een maximum van 32 leerlingen; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen met een maximum van 19 leerlingen;
- f) in de tweede en derde graden van het technisch doorstromingsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 26 leerlingen tellen met een maximum van 29 leerlingen, met daarmee ingeval van groepering de leerlingen van de derde graad van het algemeen onderwijs; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen met een maximum van 19 leerlingen;
- g) in de tweede en derde graden van het technisch kwalificatieonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 25 leerlingen tellen met een maximum van 28 leerlingen; de beperking wordt gemiddeld verminderd tot 16 leerlingen met een maximum van 19 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 leerlingen met een maximum van 15 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling bedoeld in het besluit van 31 augustus 1992; het aantal van gemiddeld 10 leerlingen, met een maximum van 12 leerlingen, zal om veiligheidsredenen niet overschreden worden;
- h) in de tweede graad van het beroepsonderwijs zullen de klassen en inzonderheid de klassen van algemene cursussen gemiddeld niet meer dan 19 leerlingen tellen met een maximum van 22 leerlingen; de beperking wordt gemiddeld verminderd tot 16 leerlingen met een maximum van 19 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 leerlingen met een maximum van 15 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling; het aantal van gemiddeld 10 leerlingen met een maximum van 12 leerlingen zal om veiligheidsredenen niet overschreden worden;
- i) in de derde graad van het beroepsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 22 leerlingen tellen met een maximum van 25 leerlingen; de beperking wordt gemiddeld verminderd tot 16 leerlingen met een maximum van 19 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 leerlingen met een maximum van 15 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling; het aantal van gemiddeld 10 leerlingen met een maximum van 12 leerlingen zal om veiligheidsredenen niet overschreden worden.

Op advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, die zich inzonderheid op een voorstel van de Inspectiedienst baseert, bepaalt de Regering een lijst van verzamelde basisopties waarin de cursussen beroepspraktijk een zodanig groot risico teweegbrengen dat een leerkracht om veiligheidsredenen een beperkt aantal leerlingen onder zijn toezicht moet hebben.

§ 2. In de gevallen bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf en voor zover geen enkele eenvoudige of gegroepeerde basisoptie van de betrokken graad of vorm tot de behoudsnorm op 15 januari van het vorige schooljaar behoort, wordt een overschrijding van het maximale aantal leerlingen bedoeld in § 1, eerste lid, *d)* tot *i)* toegelaten zonder een aanvraag in te dienen en dit naar rato van :

- één leerling wanneer het vastgestelde maximale aantal lager is dan 15 leerlingen;
- twee leerlingen wanneer het vastgestelde maximale aantal hoger is dan of gelijk is aan 15 leerlingen.

De overschrijdingen bedoeld in het eerste lid zijn toegelaten in de volgende gevallen :

a) in gemeenschappelijke opleiding, in een cursus die slechts georganiseerd wordt in één of twee groepen op het niveau van het betrokken jaar; maken deel uit van de gemeenschappelijke opleiding de cursussen die niet behoren tot de eenvoudige of gegroepeerde basisopties;

b) in één of meer cursussen van een eenvoudige of gegroepeerde basisoptie die slechts in één groep georganiseerd wordt op het niveau van het betrokken jaar;

c) in één of meer cursussen van een gegroepeerde basisoptie wanneer de inrichting op 1 oktober, in de graad en de betrokken vorm, ten minste het volgende organiseert :

- een optie van de sector Industrie;
- een optie van de sector Hout-Bouwkunde;

— een optie waarvan de oprichting, het behoud of de groepering ondersteund wordt in de vorm van toekenning van lestijden per subregionale netoverschrijdende sturingsinstantie (afgekort : IPIEQ) opgericht bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen.

De overschrijdingen bedoeld in het eerste lid gelden slechts voor de klassengroep per studiejaar.

Tegen uiterlijk 15 oktober informeren het inrichtingshoofd in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, naargelang het geval, het basisoverlegcomité, de plaatselijke paritaire commissie, de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegatie, over de overschrijdingen georganiseerd met toepassing van deze paragraaf zodat de overeenstemming met de toestanden en voorwaarden nagekeken kan worden met deze bepaald in deze paragraaf.

Bij betwisting kan de betrokken bovenvermelde instantie een beroep indienen bij de Regering die zal nakijken of de toestanden en voorwaarden bepaald in deze paragraaf al dan niet vervuld zijn. Het beroep is niet opschortend.

§ 3. In de toestanden bedoeld in het derde lid van deze paragraaf en voor zover ten hoogste één eenvoudige of gegroepeerde basisoptie van de betrokken graad en norm onder de behoudsnorm was op 15 januari van het vorige schooljaar, kan een overschrijding toegelaten worden van het maximale aantal leerlingen bedoeld in § 1, eerste lid, *d)* tot *i)*, naar rata van :

- twee wanneer het vastgestelde maximale aantal lager is dan 15 leerlingen;
- drie wanneer het vastgestelde maximale aantal hoger is dan of gelijk is aan 15 leerlingen.

Deze overschrijdingen mogen toegelaten worden door de Regering op basis van een aanvraag ingediend ten laatste op 30 oktober door het inrichtingshoofd in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, met inzonderheid een overzicht van het aantal leerlingen per klasse en het gunstig advies van het basisoverlegcomité, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegatie in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap met een evocatierecht van het verzoeningsbureau bij onenigheid.

De overschrijdingen bedoeld in het eerste lid mogen toegelaten worden in elke van de hiernavermelde toestanden :

a) de specificiteit van het opleidingsaanbod van de inrichting leidt tot zo een onevenwicht tussen de bevolking van verschillende eenvoudige of gegroepeerde opties door de verschillende graden en vormen, dat dit gevolgen heeft op één cursus(sen) van de niet-optionele opleiding waarvoor de overschrijding wordt aangevraagd;

b) de specificiteit van het opleidingsaanbod van de inrichting leidt tot zo een onevenwicht tussen de bevolking van verschillende eenvoudige of gegroepeerde basisopties door de verschillende graden en vormen, dat dit gevolgen heeft op één cursus(sen) van de optionele opleiding waarvoor de overschrijding wordt aangevraagd;

c) de beschikbare lokalen, installaties en uitrustingen maken geen andere organisatie mogelijk, met inbegrip van de lichamelijke opvoeding;

d) in het technisch kwalificatieonderwijs of in het beroepsonderwijs zou de organisatie van de gemeenschappelijke opleiding met inachtneming van de maxima verplichten om al de leerlingen samen te brengen afkomstig uit opties die behoren tot de verschillende sectoren.

Het gebrek aan een antwoord van de Regering binnen de termijn vastgesteld op 20 werkdagen met ingang van de verzendingsdatum van de aanvraag, wordt gelijkgesteld met een gunstige beslissing van de Regering. Voor de toepassing van deze bepaling wordt verstaan onder werkdag, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen.

§ 4. Vanaf het schooljaar 2010-2011, wordt de afwijking van § 1, eerste lid, *a)*, automatisch verleend aan de schoolinrichtingen, zonder dat een aanvraag ingediend zou worden in de volgende gevallen :

1° om de overschrijding van het aangegeven aantal plaatsen mogelijk te maken in het kader van de toepassing van artikel 79/23 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° wanneer het aantal ingeschreven leerlingen in het eerste gemeenschappelijke leerjaar van het secundair onderwijs werkelijk het aantal aangegeven leerlingen overschrijdt met toepassing van artikel 79/5 van hetzelfde decreet.

§ 5. 1.471 aanvullende lestijden worden toegewezen aan het secundair onderwijs en kunnen toegekend worden aan de inrichtingen die erom vragen om de maximale aantalen bedoeld in § 1, eerste lid, na te leven.

De aanvraag bedoeld in het vorige lid wordt elektronisch ingediend door het inrichtingshoofd, in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, bij de Diensten van de Regering ten laatste de tweede werkdag na 30 september. De met redenen omklede aanvraag die ingediend wordt door de inrichting, gaat gepaard met de volledige inlichtingen over de lestijden waarover zij beschikt en dit, ongeacht de oorsprong, met inbegrip van de aanbrenge van lestijden door de IPIEQ en de lestijden behaald voor de gedifferentieerde omkadering.

De toekenning van aanvullende lestijden wordt voorbehouden aan de vestigingsplaatsen met inachtneming van het maximale aantal leerlingen bedoeld in § 1, eerste lid, voor de organisatie van geïdentificeerde pedagogische middelen die ten doel hebben de remediëring, de begeleiding of de ondersteuning van de leerprocessen die niet zonder deze lestijden georganiseerd zouden kunnen worden omdat de inrichtingen in hun totaal aantal lestijden-leerkracht (NTPP afgekort) hebben moeten putten om het gemiddelde en maximale aantalen bedoeld in § 1 na te leven.

De aanvragen worden volgens de volgende procedure geanalyseerd :

a) de aanvullende lestijden worden eerst toegewezen per zone en per kenmerk naargelang van de bevolkingen per zone en per kenmerk van het gewoon secundair onderwijs;

b) de aanvragen worden behandeld, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door de zonale affectatiecommissies bedoeld in artikel 14 quater van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, door de zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen bevoegd voor het secundair onderwijs bedoeld in Hoofdstuk II van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs; deze commissies onderzoeken de aanvragen vóór 10 oktober en rangschikken ze bij voorkeur in functie van de criteria voor de pedagogische relevantie en efficiëntie; indien de commissie erom vraagt, kan het feit voor een inrichting om in aanmerking te komen voor de gedifferentieerde omkadering bedoeld in het decreet van 30 april 2009 deel uitmaken van de selectiecriteria van de projecten;

c) ingeval het aantal lestijden die nodig zijn om aan de weerhouden aanvragen te beantwoorden het beschikbare totaal aantal overschrijd, kan de commissie bedoeld in b) een maximale aantal per inrichting bepalen;

d) de commissie bedoeld in punt b) bezorgt haar voorstel betreffende de toewijzing van de aanvullende lestijden aan de Regering, die een beslissing neemt zodanig dat de lestijden beschikbaar vanaf 15 oktober in de inrichtingen zouden zijn.

§ 6. In afwijking van de §§ 1, 2 en 3 voor het schooljaar 2012-2013 volgen hierna de normen die de klassengrootte regelen - geheel van leerlingen van het secundair onderwijs van eenzelfde klassengroep of hergroepering van twee of meer klassengroepen geplaatst onder de leiding van een leerkracht in overeenstemming met de wettelijke uurregelingen - voor de 4e, 6e en 7e leerjaren :

a) in de tweede graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 27 leerlingen tellen; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen;

b) in de derde graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 30 leerlingen tellen; de cursussen in een laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen;

c) in de tweede en derde graden van het technisch onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 27 leerlingen tellen, met inbegrip van de hergroepering met de leerlingen van de derde graad van het algemeen onderwijs; de beperking wordt verminderd tot gemiddeld 16 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk en tot gemiddeld 12 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling bedoeld in het besluit van 31 augustus 1992; het aantal van 10 leerlingen zal niet overschreden worden om veiligheidsredenen;

d) in de tweede graad van het beroepsonderwijs zullen de klassen en inzonderheid de klassen algemene cursussen gemiddeld niet meer dan 20 leerlingen tellen; de beperking wordt gemiddeld tot 16 leerlingen verminderd voor de cursussen beroepspraktijk, tot 12 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling; het aantal van 10 leerlingen zal niet overschreden worden om veiligheidsredenen;

e) in de derde graad van het beroepsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 24 leerlingen tellen; de beperking wordt gemiddeld tot 16 leerlingen verminderd voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk voortvloeiend uit de afzonderlijke telling; het aantal van 10 leerlingen zal niet overschreden worden om veiligheidsredenen.

Nochtans kan de Regering van de beperkingen bepaald in dit artikel afwijken op basis van een met redenen omklede aanvraag van de inrichtingshoofden in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid met een overzicht van het aantal leerlingen per klasse alsook het gunstig advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de ondernemingsraad of bij gebreke hieraan van de vakbondsdelegatie met een evocatierecht van het verzoeningsbureau bij onenigheid.

Het gebrek aan een antwoord van de Regering binnen de termijn bepaald op 20 werkdagen met ingang van de verzendingsdatum van de aanvraag wordt gelijkgesteld met een gunstige beslissing van de Regering. Voor de toepassing van deze bepaling wordt verstaan onder werkdag, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen.

§ 7. Elk jaar en voor de eerste keer tijdens het eerste kwartaal van het schooljaar 2014-2015 gaat de Regering over tot de evaluatie en de verificatie van de uitvoering van de bepalingen die de klassengrootte regelen.

Om deze evaluatie en die verificatie mogelijk te maken zal elke inrichting elk jaar voor 30 november uiterlijk de Diensten van de Regering inlichten over de overschrijdingen die geactiveerd worden overeenkomstig §§ 2 en 3.

Om de twee jaar met ingang van het schooljaar 2013-2014 brengen de Diensten van de Regering verslag uit aan de Regering voor 31 maart ten laatste over het aantal en de redenen van de overschrijdingen of afwijkingen in het kader van §§ 2 en 3.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.*

Art. 6. Artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een 32°, luidend als volgt :

« 32° Klassengroep : groep leerlingen die verenigd worden om samen een cursus of een geheel cursussen met een leerkracht te volgen; ingeval twee of meer leerkrachten een klassengroep op zich nemen, wordt het aantal leerlingen waarmee rekening moet gehouden worden door het aantal leerkrachten gedeeld. »

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2bis. De Regering analyseert ten minste om de drie jaar en voor de eerste keer tijdens het jaar 2012 de beschikbare gegevens betreffende de demografie om zone per zone de overeenstemming te evalueren tussen de vraag en het aanbod inzake het aantal plaatsen per niveau en per jaar. De Regering heeft als opdracht de bovenvermelde analyse zo vlug mogelijk aan het Parlement te bezorgen.

Op basis van deze analyse bepaalt de Regering de zone of de gedeeltes van de zones waarvoor het aanbod inzake het aantal plaatsen lager is dan de vraag. »

Art. 8. In artikel 3ter, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, het decreet van 4 mei 2005 en het decreet van 2 juni 2006, wordt een 1°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°bis. 1,3 miljoen bijkomende euro vanaf 1 september 2012 met het oog op de aanwerving of de aanwijzing van meesters psychomotoriek. »

Art. 9. Artikel 29bis van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij artikel 19 van het decreet van 15 december 2010, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 31bis van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bepaald in de §§ 1 en 4 en in artikel 33, § 3, tweede lid, van dit decreet, kan een gedeelte van de aanvullende lestijden bedoeld in § 1, eerste lid, gebruikt worden in het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar van het lager onderwijs in het kader van de toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 31bis/1, § 1.

Als de aanvullende lestijden bedoeld in § 1, eerste lid, niet voldoende zijn om de bepalingen bedoeld in § 1 na te leven, mogen de lestijden voortvloeiend uit het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs slechts gebruikt worden in het eerste en tweede leerjaar lager onderwijs voor zover de bepalingen bedoeld in artikel 31bis/1, § 1, nageleefd zouden worden en er geen gebruik wordt gemaakt van de bepalingen bedoeld in artikel 31bis/1, §§ 2 à 4.

De bepalingen bedoeld in deze paragraaf komen bij elk schooljaar in aanmerking voor een gunstig advies, naargelang het geval, van het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke paritaire commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs of voor een overleg binnen de daartoe bedoelde instantie in het gesubsidieerd vrij onderwijs. »

2° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« 4. Rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bedoeld in de §§ 1 tot 3, bedraagt het maximale aantal leerlingen in het eerste en tweede leerjaar lager onderwijs 24 per klassengroep. »

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 31bis/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31bis/1. § 1. Rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 27 voor de scholen of vestigingsplaatsen met een afzonderlijke telling met meer dan 50 leerlingen in het lager onderwijs, wordt het aantal lestijden die nodig zijn voor de omkadering per klassengroep van het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs bepaald op 1 oktober door de som van de leerlingen van het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs te delen per vestigingsplaats door 24 en door dit resultaat met 26 te vermenigvuldigen.

Rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bepaald in het vorige lid mag het aantal leerlingen in het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs niet hoger zijn dan 28 leerlingen per klassengroep.

In de vestigingsplaatsen gevestigd in de gemeentes bedoeld bij de toepassing van artikel 10 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, zoals gewijzigd, kan het aantal leerlingen bedoeld per klassengroep in het vorige lid met één eenheid verhoogd worden.

§ 2. De overschrijdingen van de aantallen bedoeld in artikel 31bis, § 4 en in § 1, tweede lid, van dit artikel worden toegelaten zonder dat het nodig is om een aanvraag in te dienen, onder de toestanden en voorwaarden hieronder :

1° In de vestigingsplaatsen gevestigd in de zones of gedeeltes van zones bepaald krachtens artikel 2bis van dit decreet, waarvoor is gebleken dat het aantal klassen niet verhoogd kan worden zonder de oprichting van nieuwe vestigingsplaatsen of schoolinrichtingen;

2° In de vestigingsplaatsen die niet anders georganiseerd kunnen worden dan in functie van de grootte en/of het aantal lokalen;

3° Ingeval van een stijging van de bevolking van de vestigingsplaats met meer dan 10 % tussen 1 januari en 1 oktober zonder de mogelijkheid om gebruik te maken van de bepalingen bedoeld in de artikelen 27 en 37 en voor zover de bovenvermelde vestigingsplaats geherstructureerd wordt.

Bij elk begin van een schooljaar informeert de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, het basisoverlegcomité in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie van het officieel gesubsidieerd onderwijs en de ondernemingsraad of bij gebreke hieraan het comité voor de preventie en de bescherming op het werk of bij gebreke hieraan de instantie voor het plaatselijke overleg of bij gebreke hieraan de vakbondsdelegatie in het vrij gesubsidieerd onderwijs, over de overschrijdingen voorzien om hen de gelegenheid te geven om de overeenstemming na te kijken van de toestanden en voorwaarden met deze bedoeld in de punten 1° tot 3° van deze paragraaf.

Bij betwisting kunnen ze een beroep indienen bij de Regering die nakijkt of de toestanden en voorwaarden al dan niet bereikt zijn. Het beroep is niet opschortend.

Indien, na onderzoek, de toestanden en voorwaarden niet bereikt zijn, informeert de Regering de directeur in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs hierover. Deze zijn dus ertoe gehouden om binnen de volgende maand een organisatie te ontwikkelen die aan de bepaalde normen beantwoorden.

§ 3. Ingeval het aantal klassen die georganiseerd kunnen worden op basis van het kapitaal-lestijden bepaald op 15 januari het niet mogelijk maakt om een klassengroep te splitsen waarvan de grootte afhangt van de heterogeniteit van het aantal leerlingen per leeftijdsklasse, wordt een overschrijding toegelaten zonder dat het nodig is om een aanvraag op voorhand te hebben ingediend na het advies te hebben ingewonnen naargelang het geval van het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke paritaire commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs of het overleg te hebben georganiseerd binnen de instantie die daartoe voorzien wordt in het vrij gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Buiten de overschrijdingen bedoeld in §§ 2 en 3 worden afwijkingen van de aantalen bedoeld in artikel 31*bis*, § 4 en in § 1, tweede lid van dit artikel toegekend door de Regering op basis van een gunstig advies naargelang het geval van het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke paritaire commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs of de instantie die daartoe voorzien wordt in het vrij gesubsidieerd onderwijs, onder de volgende voorwaarden en omstandigheden :

1° Wegens een bijzondere pedagogische organisatie, rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bedoeld in § 1, eerste lid, voor zover ten minste 12 lestijden het mogelijk maken om alles of een gedeelte van de klasse te splitsen waarvan het aantal leerlingen de aantalen bedoeld in § 1, tweede lid en in artikel 31*bis*, § 4, met hoogstens 2 leerlingen overschrijdt;

2° Wegens een bijzondere pedagogische organisatie, rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bedoeld in § 1, eerste lid, voor zover ten minste 18 lestijden het mogelijk maken om alles of een gedeelte van de klas te splitsen waarvan het aantal leerlingen de aantalen bedoeld in § 1, tweede lid en in artikel 31*bis*, § 4, met hoogstens 4 leerlingen overschrijdt;

3° Ingeval van een plaatselijke toestand die niet in een register wordt opgenomen op basis van artikel 2*bis* van dit decreet voortvloeiend inzonderheid uit een bevolkingsontwikkeling betreffende het geheel van de vestigingsplaatsen van een gemeente of de naburige gemeentes, ofwel uit de sluiting van een vestigingsplaats op 1 september of 1 oktober van het lopende schooljaar.

Deze overschrijdingen worden door de Regering toegelaten op basis van een aanvraag van het inrichtingshoofd van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, met inbegrip van inzonderheid het gunstig advies naargelang het geval van het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke paritaire commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs of van de instantie die daartoe voorzien wordt in het vrij gesubsidieerd onderwijs, met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij onenigheid.

De aanvraag om afwijking wordt binnen de drie werkdagen volgend op 1 oktober bij de Administratie ingediend.

De inrichtingshoofden en de inrichtende machten worden hoogstens op 15 oktober op de hoogte gebracht van de beslissing van de Regering. Het gebrek aan een antwoord binnen de gestelde termijn wordt gelijkgesteld met een gunstige beslissing.

§ 5. Elk jaar en voor de eerste keer tijdens het eerste kwartaal van het schooljaar 2014-2015 gaat de Algemene Directie Leerplichtonderwijs over tot de evaluatie en de verificatie van de uitvoering van de bepalingen die de klassengrootte regelen.

Met het oog op deze evaluatie en die verificatie informeert het inrichtingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs voor hoogstens 30 november de Diensten van de Regering over de overschrijdingen bedoeld in §§ 2 en 3 van dit artikel en over hun redenen.

Om de twee jaar, hoogstens op 31 maart brengen de Diensten van de Regering verslag aan de Regering over het aantal en de redenen van de overschrijdingen of gebruikte afwijkingen in het kader van de §§ 2 tot 4 van dit artikel. »

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 31*bis*/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*bis*/2. Een globaal aantal van 764 lestijden wordt toegekend aan de vestigingsplaatsen geconfronteerd met de toestand bedoeld in artikel 31*bis*/1, § 2, 3° om de normen bedoeld in § 1, tweede lid, van hetzelfde artikel te kunnen bereiken.

Het inrichtingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs kan een aanvraag om aanvullende lestijden organiseren.

Dit aantal lestijden stemt overeen met het verschil tussen het aantal leerlingen op 15 januari en dat van 1 oktober vermenigvuldigd met 0,5 lestijd, zonder gevolg op de toepassing van de artikelen 34 en 36.

De aanvraag wordt binnen de drie werkdagen volgend op 1 oktober bij de Administratie ingediend. De ingediende aanvragen worden gerangschikt volgens het percentage vertegenwoordigd door de stijging van het aantal leerlingen tussen 15 januari en 1 oktober en dit in dalende volgorde, totdat het aantal lestijden bedoeld in het eerste lid opgebruikt is. De inrichtingshoofden en de inrichtende machten zijn erover ingelicht voor hoogstens 10 oktober. De toegekende lestijden zijn sinds 15 oktober beschikbaar. »

Art. 13. Artikel 42 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld met het decreet van 17 juli 2002 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 en het decreet van 13 januari 2011, waarvan de huidige tekst § 1 wordt, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Naargelang van de resultaten van de analyse bedoeld in artikel 2*bis*, kan de Regering één of meer zones of gedeeltes van zones voor het onderwijs aanduiden waar, in afwijking van § 1, de omkadering berekend wordt tussen 1 september en 30 september voor zover de leerlingen van het kleuteronderwijs die in aanmerking worden genomen, aan de voorwaarden bedoeld in § 1 beantwoorden.

Ongeacht de datum van de telling die in aanmerking wordt genomen tijdens de maand september, zal overgegaan worden tot een mogelijke aanpassing op de datum van 1 oktober. »

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2012, met uitzondering van de artikelen 1, 3 en 9, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2011.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 357-1. Commissieamendementen, nr. 357-2. — Verslag nr. 357-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 2 mei 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1727

[C - 2012/29256]

8 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 9 novembre 2011 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 97;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel de rendre obligatoire la décision du 9 novembre 2011;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 9 novembre 2011 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales, ci-annexée, est rendue obligatoire.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 9 novembre 2011.

Art. 3. Le Ministre ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

—
Annexe

Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel :
procédure électorale pour la mise en place
ou le renouvellement des instances de concertation locales

Préambule

1. L'emploi dans la présente décision des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

2. La procédure électorale décrite ci-dessous vise exclusivement à déterminer la représentativité des délégations syndicales au sein des I.C.L.

Elle ne concerne pas la désignation des représentants des membres du personnel au sein des sections fondamentales des C.E. et C.P.P.T.